

Boubakeur se rapprocherait-il de Riposte Laïque ?

Décidément, les lignes bougent, ou bien le rapport de forces a changé. Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris, vient de donner, sur BFM-TV, une interview étonnante dans laquelle il dénonce l'islam politique en des termes extrêmement forts :

[dalil-boubakeur-au-sujet-du-massacre-de-chretiens-en-egypte-%C2%AB-il-y-a-une-strategie-une-genese-d%E2%80%99identite-meurtriere-%C2%BB](http://www.islamenfrance.fr/2011/01/04/dalil-boubakeur-sen-prend-a-tout-le-monde-sauf-a-lui-meme/)

Le site l'Islam en France prend mal la chose et invite ses lecteurs à écrire au Consulat général d'Algérie pour "en finir avec la dynastie Boubakeur" :

<http://www.islamenfrance.fr/2011/01/04/dalil-boubakeur-sen-prend-a-tout-le-monde-sauf-a-lui-meme/>

Boubakeur est-il sur le point de rejoindre Riposte Laïque ? En tous cas, certaines de ses analyses sont en apparence identiques à celles qu'on peut lire dans nos colonnes. Par exemple, commentant les attentats anti-chrétiens de Bagdad et du Caire, il déclare : "Nous ne sommes plus dans le domaine de la religion ni du culte ... c'est une configuration socio politico religieuse. Il y a une stratégie, il y a des actes ... il y a la genèse d'une identité meurtrière."

Paroles très fortes, allant ou semblant aller au fond des choses, puisqu'est dénoncée une stratégie ; c'est reconnaître que les attentats ont des auteurs et des instigateurs. Analyse que nous renforcerons en apportant quelques liens en fin d'article dans notre "Petit dossier sur l'Egypte".

Boubakeur souligne le caractère théocratique de la constitution égyptienne et y voit une donnée du problème :

" Le gouvernement égyptien est un gouvernement à constitution religieuse avec l'islam pour base, donc c'est la porte ouverte à tous les extrémismes."

Interrogé sur ces responsables politiques qui ont inclus

l'islam dans la loi, il répond : "Bien sur que nous les condamnons sans cesse et sans arrêt mais il n'est pire sourd ..."

Le mélange du politique et du religieux est dénoncé à plusieurs reprises, par exemple en ces termes :

"Quand j'ai vu quelques pays en Europe prendre certains radicaux comme conseillers sur l'islam, je n'étais pas très rassuré ... si on va toujours chercher des batteurs d'estrade et ceux qui prônent un activisme politique musulman comme conseiller, moi je pense qu'on fait fausse route; moi je pense que la religion doit rester dans son rôle religieux, dans un rôle de spiritualité, de paix stricte et pas sortir dans le domaine du social, du politique, que sais-je ... de toutes sortes d'activités sociales ou sociétales et intervenir dans la vie sociétale ; il faut revenir à une saine évaluation, à un sain positionnement du religieux et du politique."

Encore une fois, on note la force de la dénonciation : ce n'est pas la seule intrusion dans le politique au sens le plus étroit qui est dénoncé, mais tout ce qui sort du domaine spirituel : politique, social et sociétal.

Au delà de l'islamisme, Boubakeur critique l'islam, et, vu le contexte général de son propos, nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'un lapsus. Il déclare :

"Je voudrais plutôt une réflexion internationale, je voudrais une conférence mondiale parce que l'islam n'a plus à être considéré comme une simple religion mais comme un fait politique majeur de notre temps; nous ne sommes pas les seuls à l'avoir dit ni dénoncé ...l'islam est un phénomène absolument socio-politique ; c'est une idéologie de lutte c'est une idéologie d'agression."

Interrogé sur les Assises contre l'islamisation, il assure, sans vraie conviction visible, le service minimum de la critique ; il dénonce " des à-peu-près, des amalgames, des dérives complètement islamophobes" mais ajoute : "C'est vrai mais c'est une contre-réaction."

On fera remarquer à Monsieur le Recteur qu'il a lui-même qualifié l'islam d'"idéologie de lutte et d'agression", ce qui

justifie tout à fait ce qu'il appelle l'islamophobie. Il est parfaitement légitime d'avoir la phobie des idéologies de lutte et d'agression. Nous rappellerons que M. Boubakeur était allé se plaindre auprès du gouvernement algérien de la supposée islamophobie française.

UN MOTEUR QUI N'EMBRAYE PAS

Il est assez fascinant de voir un moteur tourner à plein régime sans entraîner pour autant la voiture. Problème de courroies, problème de transmissions, problème d'embrayage. Les critiques de Boubakeur contre l'islam sont un moteur qui tourne à vide. Il doit y avoir un ou plusieurs défauts quelque part dans le raisonnement. Nous allons analyser ceux que nous avons pu reprérer.

D'abord, il y a des contradictions entre les différentes parties de l'interview. Ici, l'islam est qualifié d'idéologie de lutte et d'agression; mais, ailleurs dans l'interview, il continue d'être appelé une religion de paix.

A propos des attentats en Egypte, nous apprenons que le gouvernement porte une responsabilité au moins morale ("Le gouvernement égyptien est un gouvernement à constitution religieuse avec l'islam pour base, donc c'est la porte ouverte a tous les extrémismes.") mais nous apprenons aussi qu'il n'y peut rien ("Ce sont des phénomènes populaires ou il n'y a pas véritablement un élément moteur mais il y a un dérapage, une dérive générale mondiale qui touche les populations musulmanes ... en Egypte, vous pensez que les gouvernements n'ont pas de problèmes avec la population ?") ; ce serait donc le peuple entier qui porterait la violence, et en conséquence on n'y peut rien ("ce que peuple veut, Dieu le veut") ; en même temps, précédemment, Boubakeur a admis qu' " Il y a une stratégie". Il y aurait donc une violence de tout un peuple musulman, plus une stratégie et un gouvernement religieux, mais pour autant "L'islam n'est pas du terrorisme, disons le de façon claire." et même : "Les musulmans en entier désapprouvent."

Va comprendre ...

Peut-être que "les musulmans en entier" désapprouvent, mais pour autant c'est en vain jusqu'ici que les chrétiens d'Orient ont demandé à l'Université Al Ahzhar du Caire et aux autres autorités musulmanes de très haut niveau de prendre une fatwa, c'est à dire un avis juridique autorisé, condamnant cette violence. Écoutons Monseigneur Sako, archevêque de Kirkouk :

"Ce qu'on attend, c'est une fatwa très claire de la part des autorités sunnites et chiites, condamnant toute attaque contre des innocents. L'université Al-Azhar, l'Arabie Saoudite, et les ayatollahs chiites devraient déclarer qu'on est contre Dieu quand on attaque des innocents, même s'ils ne sont pas musulmans, et dire que l'islam n'a rien à voir avec cela. Si les musulmans veulent sauver l'image intacte de l'islam, il faut réagir et dire que l'islam fondamentaliste joue contre l'islam. On l'a entendu ici et là, mais cela n'est pas dit de manière assez forte. Il faut changer le discours. Et expliquer que lorsque le Coran parle des polythéistes et des infidèles, ce ne sont pas les juifs et les chrétiens qui sont visés."

Sur la laïcité, Boubakeur paraît défendre une stricte séparation des Églises et de l'État ("moi je pense que la religion doit rester dans son rôle religieux, dans un rôle de spiritualité, de paix stricte et pas sortir dans le domaine du social, du politique, que sais-je ...") ; mais ailleurs, il souligne que la laïcité à la française est une exception. Et alors, Monsieur Boubakeur ? Ici on est en France, donc, c'est la loi française qui s'applique, même si celle des pays voisins est différente.

Plus grave : il introduit sans en avoir l'air la notion de "charia libérale" : *"Il y a différentes formes de charia : la charia libérale, celle que nous en Afrique du Nord ; et puis il y a charia extrêmement rigoriste"*. Il faudrait savoir, Monsieur Boubakeur : ou c'est le Parlement qui vote les lois, ou celles-ci viennent d'ailleurs. Dans ce deuxième cas, et à supposer même qu'elles soient comparativement libérales (par rapport aux lois de l'Arabie saoudite), on n'est plus en démocratie.

Boubakeur critique très fortement la reconnaissance donnée par les autorités politiques européennes à l'islam le plus radical : *"Quand j'ai vu quelques pays en Europe prendre certains radicaux comme conseillers sur l'islam, je n'étais pas très rassuré ... si on va toujours chercher des batteurs d'estrade et ceux qui prônent un activisme politique musulman comme conseiller, moi je pense qu'on fait fausse route"*. Oui mais ... impossible de lui faire donner des noms. L'interviewer suggère celui de Tariq Ramadan sans obtenir de réponse claire. Donc, Monsieur Boubakeur est très inquiet (nous aussi) de voir la mouvance des Frères musulmans et celle du wahabisme installée, non dans les marges des sociétés européennes, mais au coeur du système, dans la proximité des politiques. Et ensuite ? Que fait-on de plus que de s'inquiéter si l'on ne donne aucune précision opérationnelle pour les expurger ?

Sur la question d'une éventuelle séparation de la religion et de l'Etat en pays musulman : il préconise une réflexion globale au niveau mondial sur l'islam *"avec des gens qui parlent véritablement au nom du véritable islam"*. Qui sont-ils donc, ces gens qui parlent au nom du véritable islam, qui seraient aptes à mener une réflexion au niveau mondial, et qui seraient prêts à instaurer la séparation du religieux et du politique ? Ils sont évidemment introuvables. Pour le moment, la seule instance mondiale qui regroupe tous les pays musulmans et qui estime parler au nom du véritable islam, et qui se fait entendre au niveau de l'ONU, c'est l'OCI, et l'on ne peut pas dire qu'elle cherche à faire avancer la laïcité ! Interrogé sur une lettre que Marine Le Pen lui aurait envoyée, Boubakeur répond qu'il est en train de l'authentifier pour voir s'il ne s'agit pas d'une provocation. Maximum de sous-entendus malveillants, minimum d'informations précises.

Le sujet débouche sur le halal : *" Le seul élément de la viande halal, c'est le sacrifice ; le sacrifice, c'est rendre sacré ; or, on rend sacré au moment de l'abattage de l'animal et non pas au moment de sa distribution ou de sa consommation puisqu'il est dit en plus dans le Coran que l'alimentation fournie par des gens du livre, chrétiens ou juifs, est halal*

pour nous ; alors à plus forte raison s'ils la manipulent ou s'il la cuisinent ; voila le genre d'erreurs qui se colportent d'une manière fausse."

La définition qu'il donne du halal est libérale, dans la lignée des assurances qu'il avait précédemment données à Brigitte Bardot. Oui. Et alors ? Tout cela n'empêche que l'abattage sans étourdissement se généralise et que les propositions de loi UMP pour informer le consommateur sur le mode d'abattage sont passées à la trappe. Ce sont donc les conceptions les plus intégristes du halal qui sont traduites en décisions politiques. A part ça, il paraît que nous n'avons rien compris à cette belle religion de paix. Et en effet, j'ai personnellement bien du mal à comprendre comment fonctionnent les pistons et courroies du système pour que nous ayions à ce point un islam libéral sur les médias, et un islam rigoriste sur le terrain. L'interview de Boubakeur ne m'aura guère éclairée.

ET MAINTENANT QUE FAIRE ?

Que faire contre cet islam politique dont Boubakeur lui-même voit la nocivité ?

La réponse appartient à la République et à elle seule. Il n'y a rien à discuter au plan supra-national, et rien à négocier non plus avec des autorités musulmanes plus ou moins modérées selon le temps, le lieu, le sujet, le sens qu'on donne aux mots, le taux hygrométrique de l'air, la phase de la lune, le niveau du moral et celui du rapport de forces. L'Etat est séparé des cultes. Dans le domaine de la théologie pure, Marianne n'a pas à intervenir. Mais, dès que la limite du politique est franchie, elle décide seule de ce qu'elle autorise et de ce qu'elle interdit. Les religions sont libres, certes, mais dans le respect de l'ordre public. Et l'action politique est encadrée. Les ligues factieuses, violentes, ou anti-républicaines peuvent être dissoutes, et il n'y a pas de raison de s'interdire de le faire sous prétexte qu'elles s'abritent derrière un paravent religieux. Les législations

religieuses ne sauraient se voir reconnaître une quelconque autorité ni donner prétexte à quelque accommodement "raisonnable" dans aucun domaine : donc, ni voiles ni halal ni prières dans les rues ou dans l'entreprise.

Dans le cas de l'islam, même "de France", même "modéré", la limite du politique est franchie allègrement, depuis longtemps et par toutes les écoles. Prôner la charia, même sous ses formes supposément les moins violentes, même dans des domaines supposés mineurs, c'est politique par construction. La charia, c'est une loi. Et légiférer, c'est le coeur même de l'action politique, ou alors nous ne parlons pas la même langue. Définir le statut de la femme, c'est évidemment politique. Instituer tout un jeu de marqueurs visibles qui pérenniseront une communauté séparée, c'est s'affirmer contre l'unité de la République et c'est clairement politique également. Permettre l'influence de tel ou tel pays étranger par le biais du culte, cela touche aux relations internationales et c'est de la politique et même de la politique très très sensible. Faciliter l'entrée et le séjour d'étrangers en situation irrégulière, ou célébrer des mariages polygamiques, c'est délictueux en plus d'être politique.

Comment lutter contre ce politique à paravent religieux ? En appliquant la loi, tout simplement.

La loi de 1905 est extrêmement musclée. Elle mérite d'être relue et, surtout, appliquée :

<http://www.ripostelaique.com/Lisons-bien-la-loi-du-9-decembre.html>

Cette loi prévoit la mise en place d'associations cultuelles : nul ne prêche dans l'anonymat ni même dans l'informel. D'après l'article 19 : "Ces associations devront avoir exclusivement pour objet l'exercice d'un culte ...". Donc : pas de mélange entre religieux et politique. L'article 21 prévoit le contrôle financier des associations cultuelles. L'article 25 dispose que : "Les réunions pour la célébration d'un culte tenues dans les locaux appartenant à une association cultuelle ou mis à sa disposition sont publiques. Elles ... restent placées sous la surveillance des autorités dans l'intérêt de l'ordre public."

Donc : pas de culte hors des locaux d'une association identifiée, et surveillance possible par les pouvoirs publics. L'article 26 enfonce le clou : "Il est interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte.". Des sanctions sont prévues pour ceux qui contreviennent à ces règles, et aussi pour ceux qui voudraient contraindre une personne à pratiquer un culte, ou le lui interdire.

Pour empêcher les débordements politiques de l'islam, il ne manque pas un bouton de guêtre à la loi de 1905.

Reste à trouver la volonté politique de l'appliquer.

Ceci posé, quelles caractéristiques demanderons-nous à l'islam de France pour le juger compatible avec les valeurs de la République ?

Réponse : aucune, hormis l'absence de franchissement de la limite du politique tel que nous l'avons défini plus haut. A part ce point, peu nous importent les choix théologiques. Peu nous importent les caractéristiques détaillées de la formation des imams, sachant qu'en France le niveau scolaire est élevé et que les musulmans capables d'assurer l'encadrement d'une mosquée ne manquent pas. Nous n'avons pas à financer des centres de formations d'imams, même sous le prétexte trompeur d'influer quelque peu sur le programme. Nous n'avons pas à donner des visas d'entrée sur le territoire à des imams étrangers sous prétexte qu'il y a un poste à pourvoir dans telle mosquée. A l'islam de France de s'organiser comme il veut, avec ses ressources propres, financières et humaines. A la République de s'assurer que la limite du politique n'est pas franchie.

En résumé : les musulmans souhaitant se grouper pour pratiquer leur culte doivent s'organiser en association structurée et déclarée, se réunir en un lieu connu, y admettre le public en général et les pouvoirs publics en particulier, avoir des finances transparentes et ne pas faire de politique sur le lieu de culte. Pas plus et pas moins. Ou, si l'on préfère : pas moins et pas plus. Marianne n'a pas à s'intéresser à quoi que ce soit en dehors de cette transparence et de cet

apolitisme.

Catherine Ségurane

Petit dossier sur l’Egypte :

Une fatwa derrière les attentats :

<http://therese-zrihen-dvir.over-blog.com/article-la-fatwa-legitimant-l-attaque-contre-les-chretiens-d-alexandrie-postee-sur-plusieurs-sites-djihadistes-64247382.html>

<http://www.wikio.fr/video/-4880293>

“Cibles légitimes” :

<http://www.france24..com/fr/20101103-al-qaida-affirme-chretiens-cibles-legitimes-irak-terrorisme>

Quand des autorités appellent au meurtre :

<http://www.ripostelaique.com/Egypte-policiers-et-religieux.html>

Menaces contre les coptes au Canada

<http://www.pointdebasculecanada.ca/breve/2355-des-chretiens-coptes-vivant-au-canada-cibles-par-al-qaiumlda.php>

Menaces similaires en France :

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/01/03/01003-20110103ARTFIG00588-menaces-sur-les-coptes-orthodoxes-de-france.php>

Pogrom anti-chrétien, enquête étouffée :

<http://www.ripostelaique.com/Autopsie-d-un-pogrom-anti-chretien.html>

Vaine demande de fatwa anti-violence :

http://www.lavie.fr/religion/catholicisme/mgr-sako-les-chretiens-attendent-une-fatwa-contre-la-violence-04-01-2011-12793_16.php

Petit dossier sur Boubakeur :

Présentation sur Wikipedia :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Dalil_Boubakeur

Pleunicheries à l’étranger sur la supposée islamophobie française :

http://www.ripostelaique.com/Boubakeur-pleurniche-contre-l.html?var_recherche=boubakeur

Fausse promesses et vrai procès à Brigitte Bardot :

<http://www.ripostelaique.com/Brigitte-Bardot-15-000-euros-d.html>

La burqa n'est pas une obligation coranique mais ...

http://www.ripostelaique.com/Proposition-Gerin-Boubakeur-egal-a.html?var_recherche=boubakeur

Demande de moratoire sur la loi de 1905 :

http://www.ripostelaique.com/Encourage-par-les-propos-de.html?var_recherche=boubakeur

Trop tard pour lutter contre l'intégrisme, paraît-il :

http://www.ripostelaique.com/Depuis-quand-serait-il-trop-tard.html?var_recherche=boubakeur

Français non musulmans, passez la monnaie :

http://www.ripostelaique.com/Ali-Bouba-chef-de-bande-au-CFCM.html?var_recherche=boubakeur